

La France a clairement dévalorisé son secteur végétal

© 29/10/2019 | 👤 Delphine Jeanne • 📰 Terre-net Média

Contrairement à la politique menée dans les autres pays européens producteurs de grandes cultures, la France a « fait des arbitrages très nettement en défaveur du secteur végétal », rapporte l'AGPB en s'appuyant sur une étude du Think Tank Pluriagri, présentée le 25 octobre lors de la commission économie de l'organisation.

Réalisée à partir du réseau comptable européen (Rica), l'étude indique que depuis le bilan de santé de la **Pac** en 2010, **les aides du 1er pilier aux exploitations de grandes cultures ont subi une baisse drastique** au profit des élevages d'herbivores, baisse qui s'est poursuivie avec la réforme 2014-2020.

« Depuis 2010, un producteur Scop allemand perçoit plus de soutien Pac (1er et 2e pilier) que ses homologues français (en moyenne 50 €/ha, voire plus de 80 €/ha par rapport aux céréaliers des zones intermédiaires), et depuis 2016, il n'y a plus d'écart de soutien entre un Scopeur français et ses homologues polonais ou hongrois », note l'**AGPB** qui s'inquiète aussi de la taille des exploitations françaises (98 % des fermes ont moins de 500 000 euros de chiffres d'affaires) quand, en Allemagne, 43 % des céréaliers sont dans des exploitations qui dégagent plus de 500 000 € de CA. Conséquence : les aides de la Pac servent à rémunérer le travail non salarié en France, tandis qu'il permet aux agriculteurs des pays de l'Est d'investir.

À lire aussi : [Bilan de la moisson 2019 par l'AGPB](#)

[Les idées chocs de France Stratégie pour la réforme de la Pac](#)